

Eric de La Maisonneuve¹

LA NÉGATION DU RISQUE

La « soute à munitions » du système économique libéral est en train d’exploser ! Les pompiers parviendront-ils à stopper les déflagrations avant qu’elles ne transforment notre cadre de vie en champ de ruines ? Telle est l’interrogation majeure en cet automne 2008 et rien n’indique – pour l’instant – qu’on doive s’attendre à une accalmie sur le front des explosions. Il faut dire que, si les plans de la soute sont tenus correctement et à jour, en revanche la comptabilité des munitions laisse à désirer : personne ne sait vraiment ce que contiennent les diverses et nombreuses alvéoles. Dans une telle configuration, les secours paraissent bien démunis et leur action fort aventureuse.

La crise de septembre 2008 n’a pas explosé par surprise et dans un ciel calme ; depuis des années, tous les clignotants étaient au rouge et les avertissements ne manquaient pas. Pour notre part, c’est à « *la crise financière* » que nous avons consacré le premier dossier de la revue AGIR, en septembre 1999 ; les articles d’André Cartapanis (*Pour un plus grand contrôle de la libéralisation financière*), de Michel Aglietta (*Fragilité financière, crises et enjeu du contrôle prudentiel*), d’André Orléan (*Contagion spéculative et globalisation financière*), ou de Patrick Artus (*Crise financière récente et crise financière future*) étaient prémonitoires et sont toujours actuels. Est-ce à dire que les avis des experts les plus compétents et les mieux reconnus dans leur spécialité étaient inutiles et que le système courait sur son erre sans aucun garde-fou ? Sa propre logique de croissance rendait-il ce système, en outre mondialisé, globalisé, virtualisé, sourd et aveugle à toute analyse raisonnable ?

C’est probable et c’est le constat qu’il nous faut faire aujourd’hui d’un système autiste, livré à lui-même, mis en pilotage automatique sans recours possible à un mode alternatif, et dont la chute, à plus ou moins brève échéance, était à la merci d’un incident de parcours. En perturbant

¹ Eric de La Maisonneuve, auteur du *Précis de stratégie*, Dunod, 2008, est Président de la Société de Stratégie.

profondément les équilibres, l'irruption brutale des pays émergents dans le système-monde - entre autres - a déclenché cet incident, déchaînant la spéculation notamment sur les matières premières et le pétrole. A partir de là, le feu ne pouvait que se propager dans la soute à munitions mondiale, en commençant par les secteurs les plus sensibles, le crédit immobilier en particulier, dont l'explosion a déclenché l'engrenage fatal. S'il paraît inutile de spéculer sur des événements dont personne ne maîtrise ni les tenants ni les aboutissants, en revanche il est indispensable de dénoncer les mécanismes par lesquels cette catastrophe a pu se produire, mécanismes dont il faudra envisager le remplacement à défaut de pouvoir les réparer.

La responsabilité du risque

La crise du système économique libéral est due pour l'essentiel à la *démission du politique*. Depuis 1971 et la fin des parités fixes, puis avec l'abandon par les Etats de leur souveraineté sur les monnaies, enfin avec la dérégulation des mécanismes financiers, les Etats occidentaux en général, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne au premier chef, ont laissé les rênes du système économique aux financiers. Ils ont tout simplement démissionné de leurs responsabilités politiques au profit – et c'est le terme exact – de techniciens de la finance, c'est-à-dire d'organismes irresponsables. Ils ont rompu le lien essentiel qui doit exister dans toute société entre risque et responsabilité. Les « politiques », qui se sont rendu coupables de cette désarticulation, se sont défaussés de leurs responsabilités en transférant la quasi-totalité des risques sur des techniciens, financiers et autres banquiers qui, aussi astucieux fussent-ils, n'en sont pas moins, par nature, des irresponsables. Les uns ont dénié leur légitimité sans pour autant en recouvrir les autres : le monde en crise dont nous sommes aujourd'hui les spectateurs inquiets est pratiquement abandonné aux aléas de la conjoncture.

Plus que la financiarisation, plus que l'endettement outrancier et la création de richesses fictives, c'est la « dépolitisation » de nos sociétés qui est en question. Comment, dans des sociétés qui se disent démocratiques, c'est-à-dire dont le mode de fonctionnement est fondé sur le libre choix des citoyens, accepter d'abandonner à la technique, aussi sophistiquée soit-elle, la responsabilité de la vie quotidienne ? Une majorité de ces citoyens ne s'y trompe pas d'ailleurs qui ne participe plus aux élections ou qui y vote pour les extrêmes, façons de montrer leur désintérêt ou leur mépris pour un système qui ne les concerne plus.

La démission du politique en matière monétaire et financière a entraîné *ipso facto* l'abaissement de l'Etat ou son impuissance. En France, on connaît le pouvoir des financiers de Bercy qui s'autorisent, par bien des procédés, à s'affranchir de la loi de finances lorsque celle-ci ne leur convient pas. Les militaires en savent quelque chose, habitués qu'ils sont à voir chaque année le budget de la Défense, pourtant porté par le Gouvernement et voté par le

Parlement, systématiquement remis en cause par des annulations ou des reports de crédits. Lorsque le technicien de Bercy se croit en droit d'influencer la politique de la nation, c'est que quelque chose ne fonctionne plus dans notre belle république française.

Dans un pays où la société civile est insuffisamment structurée, ou dont les organismes comme les syndicats sont insignifiants et archaïques, la rigidité de l'Etat liée au défaut de politique laisse le champ entièrement libre aux technostructures, c'est-à-dire au matérialisme le plus brutal et aux intérêts corporatistes. Lorsque le politique s'effondre et que le technicien s'empare en quelque sorte du pouvoir, alors il s'agit du pouvoir de l'*avoir*, d'un monde sans vertu ni idées dans lequel tout est possible par définition et dont une grande partie est nécessairement factice. Si la politique est, comme le disait Huxley, « la science du bonheur humain », alors sa disparition nous cantonne dans la quête du seul bien-être et dans la satisfaction de besoins matériels, par nature toujours inassouvis.

Un monde aseptisé

Nous avons laissé se constituer, depuis une trentaine d'années et surtout depuis que la fin de la guerre froide nous a fait croire à la fin de l'histoire, une société artificielle, fondée sur du vent, celui des promesses électorales et des valeurs virtuelles, celles de richesses potentielles mais inexistantes. Dans ce type de société, tout est garanti : nous sommes assurés de la naissance à la mort pour tout ce qui pourra survenir, que ce soit fortuit ou volontaire. Ainsi, si vous vous mettez en tête d'entreprendre l'escalade du Mont Blanc, course estivale réputée facile mais nécessitant un bon entraînement et une connaissance sérieuse de la haute montagne, vous savez qu'en cas de défaillance ou d'accident l'hélicoptère du PHM viendra à votre secours au nom de la solidarité et des principes intangibles du secours en montagne. Quels sont donc le goût de la liberté, le sens de l'engagement, l'étalon même du courage, lorsque le risque est masqué, dissous, annihilé ?

On nous fait croire partout, et les médias véhiculent cette croyance, que le monde moderne est un monde où les risques sont maximaux et permanents. Rien n'est plus faux que cette assertion. Que nous vivions dans un monde profondément injuste, cruel et désespérant pour les plus faibles et les naïfs, est – hélas – une évidence, mais ce monde ne cesse d'être aseptisé par tous les marchands d'illusions. Qu'est-il donc arrivé aux citoyens américains livrés aux intermédiaires immobiliers ? « Vous n'avez ni logement ni moyens financiers pour vous loger ! Peu importe, nous allons vous procurer ce que l'Etat est bien incapable de vous fournir et nous allons pratiquement vous l'offrir. Il suffit de tirer des traites sur l'avenir, avenir sur lequel vous n'avez aucune prise. Le seul risque pour vous, si vous ne pouvez rembourser le prêt bancaire, c'est de vous retrouver dans la rue, c'est-à-dire dans la situation de départ ; ce risque est donc quasi nul ». De garantie en

assurance, le citoyen devenu consommateur peut faire ce qu'il veut – ou presque : il est libre de prendre tous les risques, les plus insensés, puisqu'il ne « risque » rien ou si peu. C'est ainsi qu'en France, pendant des décennies, chaque chauffard, s'il souscrivait un contrat d'assurance, était libre chaque dimanche de Toussaint ou de Pentecôte de tuer ses compatriotes sur les routes. Qu'on s'étonne aujourd'hui de devoir placer des radars par milliers sur ces lieux de carnage !

Pourtant, il est avéré que l'accélération du temps et la complexification des sociétés modernes accroît dans tous les domaines la part du hasard et donc des risques encourus ; de la même façon, la multiplication des activités et des déplacements augmente mécaniquement les chances - ou les malchances - d'un accident. Si on reprend l'exemple financier et la gravité des problèmes qu'il fait surgir aujourd'hui devant nous, il est évident que cet « Himalaya » de produits financiers plus ou moins pourris, car liés à des insolvabilités foncières, a fait prendre à tous les banquiers qui ont joué à cette roulette russe des risques ahurissants. Mais, comme je l'ai dénoncé plus haut, aucune autorité politique légitime ne s'est opposée à ces irresponsables, bien au contraire, car, même en trichant et en empochant des bénéfices fabuleux, ces banquiers faisaient le boulot que les politiques étaient incapables de faire. Conscients toutefois de jouer avec le feu, ces mêmes banquiers ont alors inventé la « machine à dissoudre le risque ». Plutôt que d'assumer des responsabilités qui n'étaient d'ailleurs pas les leurs, ils ont découpé et dilué leurs produits pourris en tranches fines et les ont glissés dans la masse innombrable des produits créés par la spéculation ; ils ont ainsi contaminé le monde entier. Ils y ont été en outre encouragés par de nombreux analystes qui avaient perdu le sens commun, par les copains que l'avidité du gain rendait aveugles aux réalités, en réalité par tout un système qui s'était mis à marcher sur la tête. La morale de l'histoire, si morale il peut y avoir, c'est qu'on ne peut ni jouer avec le risque ni faire semblant de l'ignorer. On ne peut avoir la liberté sans le risque. Mais il faut avoir le courage de le mesurer, de l'évaluer et de l'assumer. Mais, pour ce faire, il faut être responsable. Or, le seul qui soit légitime et donc responsable – qui doit « répondre » devant les citoyens – c'est le politique.

Que le monde soit dangereux, que la vie soit tragique, nul ne peut et ne doit le nier. Cela dit, l'honneur de l'homme, face aux risques de l'existence, qu'ils soient naturels et impondérables, qu'ils soient dus à nos propres erreurs d'appréciation, est d'avoir le courage de les affronter.

La liberté et le risque

Dans ces conditions particulièrement incertaines, il n'est guère étonnant que le politique se soit empressé de faire inscrire le principe de précaution dans le préambule de la Constitution. Cette démarche, par ailleurs fort argumentée, reflète parfaitement le désordre intellectuel et le désarroi moral

dans lequel nous nous trouvons. Tout principe de précaution bu, nous allons subir la pire crise de l'histoire moderne. Ce principe n'a aucun sens dans un système où « les coupables ne sont pas responsables », selon l'adage fameux d'une de nos anciens ministres.

Comment, lorsque l'orage sera passé et que nous en aurons compté les victimes et les dégâts, remettre le système sur ses pieds et le rendre à nouveau viable ? Sur le plan pratique, il y aura beaucoup de réunions et de discours, peut-être des mesures de régulation et des règles prudentielles pour mieux encadrer l'imagination créatrice et calmer les ardeurs des financiers. Sur le plan des principes, il faudrait réaffirmer l'ordre normal des choses. Autant il paraît vain de proclamer la moralisation nécessaire du capitalisme, celui-ci ayant pour seule vocation d'être efficace, autant il paraît utile d'appliquer strictement à nos sociétés le principe de subsidiarité : que chacun assume les responsabilités de son niveau et évite la confusion des genres.

Les démocraties libérales sont des régimes où doit prévaloir la primauté du politique. Nous appartenons en théorie à des *sociétés politiques*, dont la raison d'être et l'idéal sont le « bonheur humain ». Ces objectifs ne peuvent en aucun cas être confiés à des techniciens, aussi talentueux soient-ils ; ceux-ci doivent rester à leur place, c'est-à-dire au service de la société. Comme disait un slogan congolais éculé : « servir et non se servir ». Nous avons laissé les financiers – et beaucoup d'autres – se servir de façon scandaleuse, sous prétexte de risques considérables qui, dans la réalité, n'existaient pas pour eux, puisqu'ils les avaient dissimulés et transféré en douce sur le dos des citoyens, en l'occurrence les contribuables.

Le politique, et pas nécessairement la structure étatique, lourde et enfermée dans ses rigidités, doit reprendre la main, affirmer son autorité et maintenir des liens permanents avec les citoyens – le referendum est fait pour cela. S'agissant de la conduite des nations et des difficultés considérables qu'elle induit dans ce début de XXI^e siècle et surtout dans la crise systémique dans laquelle nous sommes précipités, le politique a pour fonction principale de nous éclairer sur les pistes praticables, d'éviter les plus périlleuses et, pour le reste, de choisir entre les inconvénients. Le politique a pour responsabilité principale d'évaluer les risques. A nous, experts et analystes, de lui fournir des travaux objectifs et de lui proposer des idées innovantes.

*

La survie de nos régimes politiques – les démocraties libérales – dépendra sans doute de la manière dont cette crise sera gérée. Il n'est pas insensé d'être pessimiste, connaissant le tropisme des systèmes à se reconstituer selon leurs tendances propres. Mais il n'est pas interdit de rêver et de croire que nous pourrions affirmer à la fois la liberté comme principe

fondamental et la capacité d'en assumer les dérives et aussi les risques. Etre libre ne signifie pas pouvoir faire n'importe quoi et le faire payer ensuite par la collectivité. Etre libre suppose d'abord d'avoir l'intelligence du monde et d'y trouver sa place ; être libre a nécessairement un prix, qui est celui de la responsabilité et du courage de l'assumer. Vaste programme !